

| |
|---|
| ASSISTANCE TECHNIQUE REGIONALISEE 2016 REGION BRETAGNE |
|---|

Cet appel à projets vise à sélectionner et soutenir la mise en place de programmes d'assistance technique au bénéfice des exploitants agricoles de la région Bretagne. Destiné à accompagner les GIEE et les démarches collectives aux exploitations agricoles, il répond à des objectifs qui s'inscrivent dans le cadre du projet agro-écologique pour la France.

Les actions financées relèvent obligatoirement des deux volets, économique et environnemental, présentés ci-dessous et nécessitent le suivi des indicateurs correspondants.

o Volet économique :

- La connaissance et la réduction des coûts de production : identifier et mettre en oeuvre les principales marges de manoeuvre pour réduire ou au moins maîtriser les coûts, en favorisant notamment des pratiques agro-écologiques ;
- L'adaptation à la volatilité des marchés : adapter la quantité produite aux variations des prix de vente, annuellement ou infra annuellement, afin d'optimiser la marge notamment dans le cadre de relations contractuelles avec le premier acheteur.

o Volet environnemental :

- la réduction des émissions de gaz à effets de serre ;
- la réduction des engrais de synthèse et des médicaments vétérinaires (accroissement de l'autonomie vis-à-vis des intrants en favorisant des pratiques agro-écologiques) ;
- la valorisation agronomique des effluents ;
- les économies d'énergie et d'eau ;
- la diversification des assolements et l'allongement des rotations, notamment par l'introduction de légumineuses ;
- la protection des sols ;
- la promotion de la biodiversité : le maintien ou le développement du cheptel d'abeilles ;
- la valorisation de la biomasse, y compris des effluents d'élevage, pour la production d'énergie destinée à l'exploitation agricole ;
- le développement de l'autonomie alimentaire en élevage.

FILIERE BOVINS LAIT

Deux des quatre structures engagées ont réalisé leur programme : La Chambre d'agriculture du Finistère et le GIE¹ Elevages-AEP² Races de Bretagne pour un total de 48 élevages constituant 6 groupes d'appui technique collectif. Cette sous-réalisation est essentiellement liée à une année 2016 particulièrement compliquée, avec des difficultés de trésorerie importantes sur les exploitations.

Les couples de thématiques abordées pour cette filière sont :

- 1- **Coûts de production / autonomie alimentaire** pour 20 éleveurs répartis en 3 groupes,
- 2- **Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux** pour 1 groupe de 10 éleveurs,
- 3- **Coûts de production / réduction des Gaz à effet de Serre (GES)** pour 18 éleveurs répartis en 2 groupes.

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

- **Les principales marges de manœuvre** portent sur :
 - L'optimisation du coût alimentaire par une production de lait basée sur des fourrages de meilleure qualité,
 - Une bonne conduite du troupeau (reproduction et santé) et une réelle stratégie de renouvellement en diminuant notamment l'âge du 1^{er} vêlage,
 - L'adaptation des bâtiments à la taille du troupeau, aux contraintes de travail...
 - La réduction des charges de mécanisation et les charges de transformation.

L'indicateur utilisé est le coût de production en € /1000 L de lait selon la méthode COUPROD³ de l'institut de l'élevage. Il n'est pas pertinent d'analyser collectivement les résultats des 48 éleveurs car les écarts, essentiellement liés au système de production, entre les deux structures sont trop importants.

- **Une légère baisse du coût de production qui cache encore une variabilité importante**

Pour les 39 exploitations suivies par la CA⁴ du Finistère, la réduction du coût de production a été une priorité dans un contexte de baisse du prix du lait. En début de programme, ce coût moyen s'établissait à 331€/1000L de lait, soit 49€/1000L en dessous des références bretonnes, à savoir 380€/1000L de lait avec une variabilité très importante entre le ¼ inférieur (291€/1000L) et le ¼ supérieur (371€/1000L).

A l'issue du plan d'action, le coût de production est passé à 321€/1000L de lait. Malgré cette légère baisse, la variabilité entre exploitations reste assez forte. Par ailleurs, la stabilité du coût de production constatée chez certains éleveurs ayant entamé le travail d'amélioration du coût de production en 2015 traduit qu'un seuil a été atteint.

- **Un coût de production élevé compensé dans un système de transformation à la ferme qui réussit à dégager une marge par la fixation du prix**

Le coût de production moyen observé pour les neuf éleveurs de races locales est passé de 2960 à 1659 €/1000L de lait. Comparé au système de races majoritaires, ces coûts de production sont très élevés car les charges liées à la transformation laitière à la ferme sont très importantes et ces élevages, assez jeunes, ont des charges d'amortissements conséquentes.

Malgré ces coûts élevés, les éleveurs AEP qui ont été suivis dégagent, pour la majorité d'entre eux un SMIC en fixant le prix de vente du produit au consommateur.

La thématique « autonomie alimentaire »

- **Les principales marges de manœuvre** portent sur :
 - L'optimisation du système fourrager en optimisant à la fois le pâturage et l'introduction d'espèces plus protéiques dans la rotation des cultures,
 - L'amélioration de l'accessibilité aux parcelles : utilisation de parcelles pâturables plus éloignées, création de boviduc...),
 - La gestion de la période de vêlage pour la faire coïncider avec la production d'herbe.

¹ Groupement d'Intérêt Economique

² Agriculture Ecologiquement Performante (AEP) il s'agit de projet initié par la région Bretagne qui visent une triple performance des exploitations agricoles : écologique, économique et sociales, par un accompagnement d'actions collectives innovantes.

³ COUPROD est un outil qui permet le calcul et le diagnostic des coûts de production dans toutes les filières herbivores.

⁴ Chambre d'Agriculture.

➤ **Quelques points gagnés dans des systèmes déjà très autonomes par l'augmentation de la part des légumineuses dans les surfaces fourragères**

L'indicateur utilisé est la quantité de matière sèche achetée (MSA) / la quantité de matière sèche consommée (MSC) en Kg /1000 L de lait.

Les éleveurs concernés sont tous situés dans le Finistère et sont spécialisés à 70% en production laitière.

L'autonomie alimentaire de ces exploitations était déjà très forte, des structures foncières conséquentes ont conduit ces agriculteurs à adapter leur cheptel à la surface disponible, entraînant peu d'achat de fourrage. Alors que les marges de manœuvre sont faibles, leur effort a porté sur l'autonomie protéique en modifiant leur système d'alimentation du troupeau et leur système de culture, notamment par l'augmentation de la part de légumineuses dans la surface fourragère. Le taux de matière sèche achetée/matière sèche consommée/1000L de lait moyen est passé de 0,7% à 0,6%.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- La formation et l'information pour bien comprendre les différentes maladies,
- Le renforcement de l'autodéfense des animaux par une bonne alimentation, diversifiée et équilibrée,
- L'amélioration du logement des vaches pour diminuer des problèmes de santé (boiteries).

➤ **La réduction des intrants médicamenteux par l'amélioration des pratiques d'élevage**

L'indicateur utilisé est le coût des intrants médicamenteux en € / 1000L de lait.

On note une légère amélioration du coût moyen des intrants médicamenteux passant de 11,7 à 10,4€/1000L de lait pour une référence observée lors d'études de groupe de 12,1€/1000L de lait notamment parce que les éleveurs s'approprient progressivement les bonnes pratiques de prévention et les solutions alternatives, comme l'amélioration du logement des vaches afin de diminuer les boiteries avec des pratiques plus vertueuses sur le plan de l'agro écologie.

La thématique « réduction des gaz à effet de serre (GES) »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- La réduction de l'apport de concentré de production,
- La réduction des consommations de carburants,
- L'augmentation de la part d'herbe pâturée.

➤ **Une réduction de l'impact qui cache des disparités**

Le critère d'évaluation retenu pour cette action est « Kg équivalent CO₂/1000L de lait » d'après la méthode Idèle Cap2ER⁵, critère découvert lors de cette action par la plupart des éleveurs.

Le critère est passé de 0,74 à 0,56 Kg équivalent CO₂ /1000L de lait, avec une dispersion très forte entre les éleveurs, allant de 0 à 1,39 Kg éq. CO₂.

La moyenne des éleveurs « races locales » est, elle, deux fois plus faible que celle de l'autre groupe. Cela s'explique par un système fourrager basé essentiellement sur des prairies naturelles, des rations optimisées et l'utilisation de fumier composté.

Au vu du résultat, les objectifs individuels proposés lors des réunions semblent réalistes et atteignables. Et c'est surtout une prise de conscience des agriculteurs sur ces questions qui permettra à terme d'avoir une évolution plus nette des résultats.

⁵ CAP2ER® (Calcul Automatisé des Performances Environnementales en Elevage de Ruminants) a pour objectif d'évaluer les impacts environnementaux à l'échelle d'une exploitation d'élevage de ruminants et par atelier (bovin lait, bovin viande, ovin viande).

Six structures se sont engagées dans le programme régional : Chambre d'Agriculture de Côtes d'Armor, Elvea, Coopel Bovi, Ter'Elevage, GIE Elevage de Bretagne, Coopeva pour un total de 122 élevages dont 20 en veaux de boucherie et un groupe de 10 en vaches de races locales.

Les couples de thématiques abordées pour cette filière sont :

- 1- **Coûts de production / autonomie alimentaire** pour 68 éleveurs répartis en 8 groupes,
- 2- **Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux** pour 24 éleveurs de bovins viande et 20 éleveurs de veaux de boucheries.
- 3- **Coûts de production / réduction des Gaz à effet de Serre (GES)** pour 1 groupe de 10 éleveurs

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

➤ Les principales marges de manœuvre portent sur :

- L'amélioration de la conduite du pâturage pour réduire le coût alimentaire et améliorer la croissance des animaux,
- La réduction de l'achat d'aliments concentrés pour réduire le coût alimentaire,
- La réduction des intrants sur les surfaces fourragères,
- La diminution des frais vétérinaires,
- La réduction de la mortalité des veaux.

L'indicateur utilisé est le montant des charges opérationnelles/Kg de viande vive produite (VVP) selon la méthode Cap'Eco de l'Idèle⁶.

Les résultats de l'évolution du coût de production pour les élevages de bovins viande et de veaux de boucherie sont très différents et donc analysés séparément.

➤ Des évolutions techniques qui n'ont pas eu d'impact immédiat dans les systèmes d'élevage

Le montant moyen des charges opérationnelles est passé de 0,89 à 0,93 €/Kg de VVP mais est différent en fonction du type d'élevage : 0,78€ pour les engraisseurs et 1,07€ pour les naisseurs avec des écarts très importants entre les élevages d'une même catégorie.

Cette dispersion s'explique par la diversité des conduites d'élevage (maîtrise de la reproduction ou du sanitaire) et des systèmes d'alimentation (degré d'autonomie fourragère, niveau d'utilisation des concentrés).

La légère augmentation moyenne des charges observée cache des itinéraires différents suivant les catégories et à l'intérieur des catégories. L'augmentation du coût de production des éleveurs naisseurs et engraisseurs s'explique pour certains, par des coûts d'implantation de nouvelles cultures qui à terme doivent permettre une diminution des coûts, des frais vétérinaires plus élevés (problème sanitaire dans certains élevages). Le groupe de naisseurs engraisseurs est resté stable avec des charges opérationnelles de 0,93 €/Kg de VVP en 2015 et 2016.

➤ Une diminution significative des charges de mécanisation en système « races locales »

Le groupe d'éleveurs de races locales a un résultat moyen très différent des éleveurs précédents. Il s'agit d'un groupe constitué uniquement de naisseurs engraisseurs. L'atelier fait souvent partie d'une ferme multi-production ou avec des éleveurs double actifs qui, malgré la possibilité de fixer le prix de leurs produits transformés ne se dégagent pas un SMIC par cette production.

La légère baisse des charges opérationnelles observées, de 3,4 à 2,91 €/Kg de VVP s'explique notamment par des baisses de charges de mécanisation et de frais de transformation.

➤ Un impact direct du coût de l'aliment sur les charges opérationnelles en « veaux de boucherie »

Parmi les deux groupes de 20 éleveurs d'une même OP engagés dans ce programme, 25% sont spécialisés.

La baisse des charges opérationnelles moyennes de 4,24 à 4,19€/Kg de VVP s'explique notamment par la baisse du coût d'achat d'aliments lactés et concerne principalement les élevages dont les coûts étaient les plus élevés ce qui permet de diminuer la dispersion de coût entre les éleveurs. Cette dispersion s'explique par des coûts très variables selon le type de veaux (typé race à viande ou typé race laitière).

⁶ Cap'Eco est un outil de calcul et de diagnostic technico-économique de la production et des coûts opérationnels en élevage bovins viande.

La thématique « autonomie alimentaire »

➤ Les principales marges de manœuvre portent sur :

- L'amélioration du système fourrager (choix des cultures fourragères, conduite du pâturage)
- L'introduction de céréales auto-produites et de légumineuses dans la ration.

➤ Une légère amélioration de l'autonomie dans un contexte de production fourragère favorable

L'indicateur utilisé est la quantité de matière sèche achetée (MSA) / la quantité de matière sèche consommée (MSC) / Kg de Viande Vie Produite (VVP)

Lors du diagnostic, le taux de matière sèche achetée matière sèche consommée/Kg de VVP moyen était en moyenne de 0,03 de MSA/MSA/ Kg de VVP pour les élevages naisseurs, 0,05 pour les naisseurs engraisseurs et 0,03 pour les engraisseurs. Suite à la mise en place d'actions correctives, le taux est passé à 0,01 de MSA/MSA/Kg de VVP pour les naisseurs et les naisseurs engraisseurs, et 0,02 pour les engraisseurs.

Par rapport à sa valeur initiale, ce critère a sensiblement diminué pour toutes les catégories en raison d'un plus grand recours aux ressources alimentaires issues des exploitations dans un contexte d'une année fourragère plus favorable. Les écarts importants entre élevages s'expliquent par le choix des conduites alimentaires et la disponibilité en surfaces pour auto-produire l'alimentation des animaux.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

➤ Les principales marges de manœuvre portent sur :

- Le respect de la quarantaine à l'introduction des broutards,
- L'amélioration de l'ambiance des bâtiments,
- Le renforcement des mesures d'hygiène et de vaccination.

➤ Des résultats attendus au long court

L'indicateur utilisé est le coût des intrants médicamenteux en € / 100 Kg de viande vive produite (VVP).

Les coûts des intrants médicamenteux sont en moyenne de 4,72 pour les éleveurs de gros bovins (pour une référence entre 5 et 15) et de 11,1 pour les éleveurs de veaux.

En fin de programme ce coût a augmenté de 1,03 pour les engraisseurs de gros bovins soit 5,75€ pour 100KG de VVP et est resté stable pour les élevages de veaux. En effet, il est compliqué de faire évoluer des résultats pour les élevages de gros bovins sur un temps aussi court sachant que les actions correctives étaient essentiellement axées sur l'amélioration des conditions d'ambiance et que certaines réalisations n'étaient pas terminées en fin de programme.

Pour les élevages de veaux, 6 élevages sur 20 ont amélioré leurs résultats. Les objectifs des autres éleveurs sont de revoir le protocole de démarrage, approfondir le diagnostic ou s'engager dans des travaux d'amélioration du bâtiment.

La thématique « réduction des gaz à effet de serre (GES) »

➤ Les principales marges de manœuvre portent sur :

- L'amélioration du stockage de carbone,
- La réduction des achats d'aliments à l'extérieur

➤ Un système d'élevage favorable à la réduction des GES

Le critère d'évaluation retenu pour cette action est en « Kg équivalent CO2 / Kg de viande vive produite (VVP) » d'après la méthode Idèle Cap2ER.

Cette thématique a été suivie par un groupe de 10 éleveurs de vaches allaitantes, principalement en vente directe, engagés dans un projet AEP intitulé « Optimiser la conduite des races locales ».

Le critère est passé de 7 à 4,1Kg éq.CO2/Kg de VVP mais ce résultat encourageant est cependant à prendre avec précaution car il s'agit d'un premier suivi technique pour ce type d'exploitation avec peu d'éleveurs.

Le taux initial relativement bas par rapport à celui d'un élevage de bovins standard (9Kg en moyenne), s'explique par le système d'élevage avec une forte présence des prairies naturelles et des haies permettant un stockage important du carbone, des rations optimisées et donc la fermentation entérique très faible, une gestion des effluents bien réfléchie avec en majorité l'utilisation de fumier composté.

FILIERE OVINS VIANDE

Deux structures, Ovi-Ouest et GIE Elevage de Bretagne, se sont engagées dans le programme régional pour un total de 29 élevages dont 5 en ovins viande de races locales.

Les couples de thématiques abordées pour cette filière sont :

- 1- **Coûts de production / autonomie alimentaire** pour 24 éleveurs répartis en 3 groupes,
- 2- **Coûts de production / réduction des Gaz à effet de Serre (GES)** pour 1 groupe de 5 éleveurs.

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

- **Les principales marges de manœuvre portent sur :**
 - La réduction de la mortalité des agneaux,
 - L'augmentation de la productivité numérique du troupeau,
 - La réduction des charges de mécanisation et de transformation.

- **Une augmentation de marge sensible de la marge**

Les indicateurs utilisés sont la marge brute / brebis et la productivité numérique / brebis.

La marge brute est passée de 96€ à 106€/brebis avec des écarts entre les élevages qui restent très importants (entre 30€ et 175€).

La productivité moyenne de l'ensemble des élevages est de 1,5 agneau/brebis mais il faut noter une productivité nettement inférieure pour le tiers inférieur : 1,14 agneau par brebis, en lien avec la conduite d'élevage et les types raciaux utilisés (moindre prolificité).

Certains ont réussi, par le biais des échographies de dénombrement, à ajuster l'alimentation des brebis et à détecter et donc réformer les brebis improductives.

La thématique « autonomie alimentaire »

- **Les principales marges de manœuvre portent sur :**
 - La gestion de l'alimentation des brebis en période critique.

- **Un solde sur coût alimentaire en hausse**

Les indicateurs utilisés sont la quantité d'aliments concentrés achetés/agneau produit et la quantité de fourrage grossier acheté/agneau produit.

Au niveau collectif, la quantité moyenne de concentrés achetés/agneau produit est passé de 66Kg à 57Kg soit une diminution de 9 kg.

Globalement, dans les systèmes ovins de Bretagne, les éleveurs produisent eux-mêmes la totalité de leur fourrage grossier et seuls deux élevages, en situation particulière (une mauvaise année culturale et un élevage en expansion) ont acheté du fourrage grossier, l'un pour 42Kg et l'autre pour 91Kg par agneau produit. L'action a permis d'atteindre, en moyenne, pour l'ensemble des élevages, un solde sur coût alimentaire de 136€ par brebis avec des écarts entre élevages très importants.

La thématique « réduction des gaz à effet de serre (GES) »

Cette thématique a été suivie par le groupe engagé dans le projet AEP intitulé « Optimiser la conduite des races locales » sur des élevages de type « herbager » et font de la transformation à la ferme.

- **Les principales marges de manœuvre portent sur :**
 - L'amélioration de la ration des brebis et des agneaux

- **Un système d'élevage favorable à la réduction des GES**

Le critère d'évaluation retenu pour cette action est « Kg équivalent CO2 / Kg de poids vif ».

Avec 6,2 Kg équivalent de CO₂/Kg de poids vif de moyenne pour l'ensemble du groupe, le résultat est plus que satisfaisant. Plusieurs éléments permettent d'expliquer cela : la forte présence des prairies naturelles et des haies permettant un stockage important du carbone, des rations optimisées et donc une fermentation entérique très faible, une gestion des effluents bien réfléchi avec en majorité l'utilisation de fumier composté. Il s'agit d'un premier suivi technique pour ce petit groupe d'éleveurs dont les résultats ne sont pas représentatifs. Le groupe s'est fixé pour objectif d'atteindre 3,6Kg équivalent CO₂/Kg de poids vif.

FILIERE CAPRINS LAIT

Une structure, la Chambre d'Agriculture 35, s'est engagée dans le programme régional pour un total de 18 élevages sur les 30 annoncés dans la convention constituant 2 groupes d'appui technique. Douze d'entre eux sont spécialisés.

Le couple de thématiques abordé pour cette filière est :

1- Coûts de production / autonomie alimentaire.

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- L'amélioration de la quantité de lait de chèvre,
- L'augmentation du nombre de chèvre par UTH.

➤ **Une mise en cohérence du système d'exploitation pour réduire les coûts de production**

L'indicateur utilisé est le coût de production en € / 1000L de lait.

Le coût de production moyen est passé de 798€ à 771€/1000L de lait avec des écarts importants entre les élevages allant du simple au double. Cette amélioration de 27€/1000L de lait s'explique par l'efficacité des régimes alimentaires (niveau de production / niveau de production des chèvres) et par la cohérence du système (taille du système, quantité de main d'œuvre).

La thématique « autonomie alimentaire »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- L'introduction de céréales fermières dans la ration,
- La réduction des achats d'aliments extérieurs.

➤ **Maîtriser la ration pour améliorer l'autonomie alimentaire**

L'indicateur utilisé est la quantité de matière sèche achetée (MSA) / la quantité de matière sèche consommée (MSC) en Kg / 1000 L de lait.

La moyenne de MS achetée/MS consommée/ 1000L de lait s'est améliorée, elle est passé de 47% à 40%. Elle s'explique par une meilleure maîtrise de la ration dans certains élevages caprins.

Six OP⁷ porcines (Agrial, Aveltis, Porc Armor Evolution, Porelia, Prestor et Triskalia) se sont engagées dans le programme régional pour un total de 297 élevages de type naisseur (N) naisseur-engraisseur (NE) post-sevreur-engraisseur (PSE) et engraisseurs (E).

Les couples de thématiques abordées pour cette filière sont :

- 1- **Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux pour 290 éleveurs,**
- 2- **Coûts de production / réduction des Gaz à effet de Serre (GES) pour 1 groupe de 7 éleveurs.**

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- L'optimisation du coût alimentaire,
- La productivité des truies.

➤ **Des écarts techniques importants dans les élevages**

Les indicateurs utilisés sont la marge sur coût alimentaire par truie présente ou par porc entré (pour les PSE et E).

Mais dans la mesure où le type d'élevages par OP est spécifique et où les résultats sont donnés dans des unités différentes, le calcul de moyennes s'avère complexe. De plus la faible représentativité des élevages d'engraisseurs ne permet pas de définir des résultats moyens pour cette catégorie d'éleveurs.

Il résulte que la marge sur coût alimentaire est passée de 503€ à 488€/truie pour les naisseurs, de 1005€ à 1500€/truie pour les naisseurs engraisseurs et de 16€ à 19€/porc pour les post sevreur engraisseurs.

Ainsi, la mise en place des plans d'actions, mais également l'amélioration de la conjoncture, ont contribué à cette hausse des marges. L'objectif est cependant de réduire les écarts techniques importants, sans doute expliqués par la grande hétérogénéité du parc de bâtiments et le niveau de technicité qui demeure très variable entre les élevages.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- Le développement du traitement préventif au détriment du curatif (plus de vaccins moins d'antibiotiques).

➤ **Le développement des traitements préventifs, une réduction du coût moyen des intrants médicamenteux**

L'indicateur utilisé est le coût des intrants médicamenteux en € / 100Kg produit.

Le coût moyen des intrants médicamenteux est passé de 145€ à 134€/porcelet pour les naisseurs, de 5,84€ à 5,79€/100Kg carcasse pour les naisseurs engraisseurs et de 2€ à 2,05€/100Kg carcasse pour les post sevreur engraisseurs.

Si certains élevages améliorent leurs résultats d'autres les voient se dégrader sans justification particulière. L'analyse de la nature des dépenses serait certainement à prendre en compte afin de mesurer l'évolution du transfert des approches curatives vers du préventif.

La thématique « réduction des gaz à effet de serre (GES) »

➤ **Pour prendre conscience de l'impact du système de production sur l'environnement**

Le critère d'évaluation retenu pour cette action est « Kg équivalent CO₂ / Kg de poids vif ».

La thématique « réduction de GES » est réalisée pour la première fois en filière porcine sans situation initiale.

La moyenne observée est de 2,26 Kg équivalent CO₂ / quantité produite avec des différences observées entre élevages qui s'expliquent principalement par le niveau de rationnement.

Cette première action avait surtout pour objectif de faire prendre conscience aux éleveurs de l'impact de leur mode de fonctionnement sur l'environnement et c'est le cas, ils lient désormais la performance environnementale à la performance technique.

⁷ Organisation de producteurs

FILIERE ŒUFS

Quatre des huit 8 OP ayant déposé des dossiers de candidatures ont réalisé le programme : Agrobio Europe, Lann Bodigen, Cecab-brons et Armor Oeufs soit un engagement de 85 éleveurs. Une sous réalisation qui s'explique par un manque d'implication de certaines structures qui découvraient le programme d'assistance technique et n'en avaient pas bien appréhendé les exigences.

Le couple de thématiques abordé pour cette filière est :

1- **Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux.**

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

Pour ce couple de thématiques les actions sont abordées en fonction des types d'élevages : le maillon poulettes ou le maillons pondeuses. Au niveau des pondeuses la différenciation se fait entre œufs standard, plein air, sol et biologiques. Cependant le manque de représentativité explique une certaine prudence dans l'analyse des résultats. Dans le cadre de ce programme 2016 les œufs « sol » ne sont pas représentés.

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- L'optimisation du coût alimentaire.

➤ **Un coût de production fortement lié au marché**

Maillon poulettes : le coût de production moyen pour 100 poules est passé de 376€ à 350€. Le coût des intrants médicamenteux est, lui, resté stable à 17,6€/100 poules.

On note une amélioration qui provient essentiellement de la baisse du coût de l'aliment même si les coûts vétérinaires sont aussi mieux maîtrisés.

Maillon pondeuses : les marges brutes moyennes obtenues sont de 3,64€/poule pour les œufs cages, 7,25€/poule pour les plein air et 10,88€/poule pour les biologiques. Hormis pour les œufs cages où on assiste à une dégradation des résultats économiques (-0,72€/poule), les marges en œufs plein air et biologiques ont progressé respectivement de +0,06€/poule et de +0,57€/poule. Cette évolution est sans doute à mettre en relation avec la grande tension sur l'œuf de cage provoquée par le boycott de ces œufs au bénéfice des productions alternatives.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- L'amélioration de la qualité de l'eau.
- L'amélioration de la qualité de la vaccination et de la biosécurité.

➤ **Vers une amélioration des pratiques**

Le nombre de traitements par lot est, en moyenne, en régression de -0,46 traitements / lot pour la production cages et de - 1,23 traitements / lot pour la production biologique. A noter que le nombre de lots non traités progresse ce qui traduit une amélioration globale des pratiques.

FILIERE VOLAILLES DE CHAIR

Deux des cinq organisations de production engagées ont réalisé leur programme : Doux et Nutrëa. Cela représente 33 éleveurs dont 27 éleveurs en production standard et 1 groupe en production export. Si l'intérêt du dispositif n'est pas remis en cause par les trois structures ayant abandonné le programme, elles jugent le suivi administratif nécessaire trop lourd.

Le couple de thématiques abordé pour cette filière est :

1- Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux.

Ce couple de thématiques a été abordé par des éleveurs de poulets standard, de dindes et mixtes. Le groupe de 6 éleveurs de poulets export a travaillé plus particulièrement sur la réduction d'intrants médicamenteux par l'expérimentation d'une gamme d'aliment à base d'algues associée à une complémentation nutritionnelle dans l'eau de boisson et à un asséchant de litière sur une partie de leurs lots.

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- La gestion de l'ambiance, le confort des animaux,
- Des conseils sur les pratiques d'élevages et ou sur l'organisation du travail.

➤ **Une analyse contrastée, un indicateur peu représentatif**

L'indicateur utilisé est la marge poussin aliment (MPA) / Kg.

Pour les éleveurs de poulets standard, la Marge Poussin Aliment observée en moyenne est de 0,209 contre 0,197€/Kg en 2015. Pour les éleveurs de dinde, elle est de 0,299 contre 0,285€/Kg en 2015. Pour les élevages mixtes la moyenne est de 0,221€/Kg.

Les actions mises en oeuvre ont globalement eu un effet au niveau de la réduction des coûts de production.

Cependant, les résultats obtenus pour le groupe de 6 éleveurs de poulets export n'ont pas été concluants du fait de la faible représentativité. De plus la MPA ne semble pas être une bonne variable pour le suivi des performances économiques car elle ne rend pas compte du surcoût alimentaire du premix, des compléments nutritionnels et de l'asséchant pour litière.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

➤ **Les principales marges de manœuvre portent sur :**

- La qualité de l'eau de boisson,
- Le renforcement des défenses immunitaires.

➤ **Les coûts des intrants médicamenteux en baisse**

L'indicateur utilisé est le coût des intrants médicamenteux / quantité produite.

En ce qui concerne le coût des intrants médicamenteux, le coût moyen observé dans les élevages est de 0,006€/Kg de poulet (0,007€ en 2015) et de 0,01€/Kg de dinde (0,034€ en 2015). La moyenne observée pour les élevages mixtes est proche de celle des poulets standard, à savoir 0,006€/Kg.

On note une baisse globale du coût des intrants médicamenteux de 1,6% sur l'utilisation d'antibiotiques.

FILIERE LAPIN

Trois structures (Celt'alliance, Syprolap et SAS AELB) se sont engagées dans le programme régional pour un total de 90 élevages de lapins. Le couple de thématiques abordé pour cette filière est :

Coûts de production / réduction des intrants médicamenteux.

La thématique « maîtrise et réduction des coûts de production »

- **Les principales marges de manœuvre** portent sur :
 - Un travail sur le programme alimentaire et le rationnement,
 - Le renouvellement du cheptel, l'évolution génétique.

- **Des résultats biaisés par le contexte économique sanitaire**

L'indicateur utilisé est la marge sur coût alimentaire / Kg produit.

La marge sur coût alimentaire moyenne est passée de 0,76 à 0,75 €/Kg soit -0,01€/Kg, avec une amplitude de 1,02€ pour la plus élevée contre 0,33€ pour la moins élevée sachant que les données de 5 élevages ayant été fortement touchés par la VHD n'ont pas été intégrées à l'analyse.

L'impact de ce programme sur la marge sur coût alimentaire s'avère compliqué à appréhender et doit être pris avec précaution du fait de la baisse du prix d'achat des lapins entre 2015/2016, et de la hausse des prix des produits de santé.

La thématique « réduction des intrants médicamenteux »

- **Les principales marges de manœuvre** portent sur :
 - La qualité de l'eau de boisson,
 - La révision du protocole vaccinal, réalisation d'autovaccin,
 - Le recours de solutions alternatives aux antibiotiques.

- **Vers meilleure maîtrise de l'utilisation des antibiotiques**

L'indicateur utilisé est le coût des intrants médicamenteux / quantité produite.

La moyenne observée pour les coûts médicamenteux est de 0,06€/Kg identique à celui de 2015.

En 2016/2015 on observe une légère baisse du coût des antibiotiques dans 45 ateliers et une stabilité dans 5 autres, ainsi qu'une meilleure maîtrise de l'utilisation des antibiotiques dans plus de 50% des élevages suivis.

CONCLUSION

Le programme d'assistance technique 2016 a été globalement sous réalisé (76%) et la faible représentativité des résultats pour certaines thématiques en a compliqué l'analyse. Si plusieurs facteurs expliquent cette sous-réalisation, les difficultés économiques ou sanitaires dans certaines filières, les exigences du programme mal appréhendées par des structures primo accédantes, la mise en œuvre de ces actions se heurte aussi à la charge et l'organisation de travail dans les exploitations.

De plus, les résultats chiffrés des actions mises en place peuvent dépasser le cycle annuel, notamment lorsque le travail porte sur des indices de consommation d'aliments, ce qui a tendance à décourager des éleveurs en attente de résultats rapides en réponse à leurs difficultés économiques.

Au-delà des difficultés conjoncturelles, le contexte sanitaire de 2016, avec l'épisode d'influenza aviaire dans la filière volailles de chair et l'épisode de VHD dans la filière lapins, ont eu un impact sur les actions mises en œuvre.

Enfin, certaines typologies d'exploitations, comme les élevages de races locales sont confrontées à des problèmes de représentativité de références et d'outil. Ainsi, comprendre l'empreinte environnementale des exploitations laitières en races locales est complexe car il est impossible de les comparer à des systèmes de référence trop éloignés et aucune action correctrice prévue par le logiciel Cap2ER n'est réalisable dans ces exploitations.

Si le contexte n'a pas été favorable à la mise en œuvre de ce dispositif, il en ressort tout de même quelques éléments importants à travailler dans le temps, par exemple :

- la réduction des intrants médicamenteux passe bien souvent par une remise en question des pratiques ; or il faudra du temps pour convaincre les éleveurs qui considèrent encore le traitement systématique comme étant le plus sécurisant en terme d'efficacité.
- face à la volatilité des marchés, une partie des éleveurs est encore trop souvent tentée de réclamer exclusivement une revalorisation des prix, alors qu'une prise de conscience de la nécessité de connaître et de réduire leurs coûts de production est un préalable.

Ainsi, ce programme d'assistance technique permet de s'interroger et de faire évoluer les pratiques à partir de deux outils, les réunions collectives, temps propice à la confrontation des résultats et à la découverte ou intégration de l'intérêt de nouvelles pratiques et le suivi individuel en élevage pour accompagner l'éleveur et identifier les actions à mettre en place afin de répondre à leur besoin. A noter que certaines mesures demandent des plans d'actions nécessitant des investissements importants, impossibles à réaliser pour certains élevages en difficultés qui doivent trouver des leviers de progrès moins onéreux.

ASSISTANCE TECHNIQUE REGIONALISEE 2016

1. Nombre de demandes par type d'organismes réalisateurs

| Région | Engagement - Paiement | Organisations de producteurs (commerciales et non commerciales) | Chambres d'agriculture | GIEE | Autres (associations, fédérations professionnelles, EDE...) | TOTAL |
|----------|-----------------------------------|---|------------------------|------|---|-------|
| Bretagne | Nombre de programmes sélectionnés | 30 | 5 | 1 | 12 | 48 |
| | Nombre de programmes finalisés | 20 | 3 | 0 | 12 | 35 |

La différence constatée entre le nombre de demandes d'instruction et le nombre de demandes de paiement présentées correspond à des actions non présentées au financement.

2. Bilan des réalisations

| Région | Action | ETP | Nombre de groupes | Nombre exploitants suivis | Montant des dépenses réalisées (€) | Montant d'aide (€) |
|----------|-----------------------------------|--------------|-------------------|---------------------------|------------------------------------|--------------------|
| Bretagne | Animation technique régionale | 2,33 | | | 199 604 | 159 683 |
| | Appui technique collectif | 1,60 | 73 | 722 | 106 680 | 85 344 |
| | Prestations techniques rattachées | 7,82 | | 722 | 474 835 | 379 868 |
| | TOTAL | 11,75 | 73 | 722 | 781 119 | 624 895 |